

Discours de Jacques Duclos au XIe Congrès du Parti Communiste Français
(Strasbourg, 25-28 Juin 1947)

« Après le magnifique rapport du Secrétaire général du Parti Communiste Français, Maurice Thorez, tous les délégués de notre Parti présents dans cette salle ne peuvent pas ne pas être convaincus du caractère sérieux et grave de la situation politique actuelle. Chacun de vous comprend que nous assistons à un combat sévère entre les forces de réaction et les forces de démocratie. Chacun de vous comprend aussi que le problème qui se pose pour nous et pour le peuple de France, est de savoir de quel côté finira, finalement, par pencher la balance. De ce combat, dépend l'indépendance de notre pays, et aussi, dans une certaine mesure, l'avenir de la démocratie internationale, car ce qui se passe chez nous a de profondes répercussions au delà des frontières de notre pays. Dans ce combat, les communistes ont un rôle de premier plan à jouer. L'essentiel, pour nous, c'est d'être pleinement convaincus des responsabilités nationales et internationales qui pèsent sur notre Parti. De même que nous avons été l'élément déterminant dans la lutte pour la libération nationale, de même notre action a été décisive dans le développement de la production au lendemain de la libération du sol national, de même nous devons être et nous serons, au centre du combat pour empêcher la réaction de ramener notre pays en arrière.

La réaction veut prendre sa revanche

Nous devons constater que la réaction relève la tête et poursuit systématiquement une campagne qui est destinée à réduire à néant les conquêtes sociales et politiques de notre peuple. Les hommes des trusts, coupables de haute trahison, les collaborateurs, les Pétainistes d'hier, souvent transformés en Gaullistes d'aujourd'hui, tous ceux-là voudraient remettre en cause l'ensemble des conquêtes sociales. Si on les laissait faire, rien ne resterait de ce que le peuple a conquis. Ils nous reprendraient la Sécurité Sociale, ils nous reprendraient la retraite des vieux travailleurs, ils nous reprendraient le droit syndical. Par conséquent, le grand problème qui se pose pour nous, c'est de ne pas les laisser faire, c'est de leur barrer la route.

Tout cela se ramène à savoir qui va payer les frais de la reconstruction. Dans l'esprit des capitalistes, c'est le peuple qui doit payer. Le peuple a versé le sang généreux de ses fils sur les champs de bataille, devant les pelotons d'exécution, dans les prisons, dans les camps de concentration et jusque sous le couperet de la guillotine. Le peuple a souffert. Il ne s'est jamais refusé aux sacrifices. Les hommes et les femmes qui ont su se battre et mourir pour la France, qui ont su travailler et veulent travailler pour la renaissance de la patrie, sont prêts à faire des sacrifices et à multiplier leurs efforts pour la renaissance nationale. Mais qui donc pourrait leur reprocher de ne pas vouloir se sacrifier pour une minorité de parasites égoïstes et insolents, dont la haine de classe s'exprime à chaque instant. Personne ne pourrait leur reprocher cela. Ce que nous devons voir les uns et les autres, c'est que la réaction veut prendre sa revanche, et quand je parle de réaction, il ne s'agit pas seulement de la réaction française, il s'agit aussi de la réaction internationale.

Quel est celui d'entre nous qui, dans les circonstances présentes, pourrait ne pas voir la liaison étroite qui existe entre ce qui se fait ici et ce que l'on projette ailleurs. Lorsque l'honorable Président des Etats-Unis parle de la liberté d'entreprise, il y a des gens chez nous qui comprennent à demi-mot, et qui se rendent bien compte que derrière cette formule sibylline, ce qu'on condamne, c'est tout simplement les nationalisations.

Quand, au nom de la démocratie, qui a bon dos d'ailleurs, on a prêté de l'argent à la Grèce et à la Turquie, tout ce qu'il y a chez nous d'anti-communistes forcenés a frétille d'allégresse. Quand le plan Marshall nous est présenté, le peuple, avec son sens objectif qui lui est coutumier, répond naturellement qu'il est prêt à accepter toute aide qui lui sera offerte avec un très vif sentiment de reconnaissance, car le peuple a toujours poussé ce sentiment à un très haut degré. Mais cette reconnaissance s'accompagne dans les masses populaires d'une ferme volonté de ne pas laisser toucher à l'indépendance nationale. Ça, c'est la compréhension simple et claire des masses du peuple; seulement il y a des personnages beaucoup plus compliqués et pour qui le plan Marshall ne se présente pas tout à fait de la même manière. Il y a des gens pour qui ce plan Marshall a été considéré davantage sous l'angle d'une manœuvre, que sous l'angle d'une possibilité de reconstruction, dont il est juste de tirer tout ce qui peut être tiré.

Ces jours derniers, au Palais-Bourbon, j'ai été informé de certaines confidences qui me faisaient bien rire, de la part de gens qui avaient, paraît-il, beaucoup de flair, - mais en la circonstance c'était le flair d'un chien de chasse qui va à la pêche. Ces personnages, très éminents, très importants, confiaient à

leurs familiers, avec des airs entendus, que l'Union Soviétique n'allait pas répondre favorablement aux propositions anglo-françaises et alors, disaient-ils, il sera facile de se livrer une fois de plus à une attaque en règle contre elle.

Lorsqu'on leur posait quelques questions sur le contenu des propositions d'aide américaine pour la reconstruction de l'Europe, ils étaient bien obligés d'admettre que le seul document relatif au plan de M. Marshall était le discours de ce dernier. C'est pourquoi je me disais, après que l'on eut connu la réponse affirmative du gouvernement soviétique : « En voilà qui avaient dressé leurs batteries dans une certaine direction et qui vont être quelque peu gênés. »

Bref, ces quelques faits montrent que, dans l'esprit de certains, la reconstruction de l'Europe n'est pas la principale préoccupation. Ces gens-là pensent davantage à se livrer à des manœuvres subalternes qu'à la reconstruction de l'Europe.

La réponse de l'Union Soviétique a porté un coup sévère à toutes ces combinaisons et nous souhaitons quant à nous que la discussion qui s'ouvre aujourd'hui sur le plan Marshall permette de faire le point au sujet de la reconstruction des pays de l'Europe. Mais nous n'oublierons pas, nous, que c'est le problème de l'Allemagne, du charbon de la Ruhr, des réparations et de la sécurité de nos frontières qui retient notre attention. Certains voudraient faire oublier cela pour des raisons politiques sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister. Mais nous, nous n'oublierons pas.

Mais s'il est vrai qu'il y a chez nous des gens dont la haine du peuple ou l'esprit de classe fait perdre de vue l'intérêt du pays, l'intérêt national se trouve heureusement exprimé par la classe qui monte, incarnée par la classe ouvrière et par son Parti, le Parti Communiste Français.

Et le Parti Communiste Français n'est pas que le Parti de la classe ouvrière, il est plus encore, il est le Parti du peuple, il est le Parti de la France.

Pour faciliter le glissement à droite on a chassé les communistes du gouvernement

Chers amis, il faut bien dire, que nous vivons en ce moment une situation difficile. Elle doit retenir notre attention à tous.

On nous a chassés du Gouvernement. On essaie de faire croire que nous en sommes partis, mais ce n'est pas vrai, on nous a chassés et la question qui se pose est de savoir pourquoi ?

On nous a exclus du Gouvernement pour avoir soutenu les primes à la production et pour avoir défendu la thèse que ces primes pouvaient être accordées sans répercussions sur les prix.

Lorsque nous avons soutenu cette thèse, on nous présentait comme des hérétiques. On nous présentait comme des hommes qui n'avaient pas de sens commun. Or, maintenant, c'est le Ministre du Travail lui-même qui a parlé d'accorder des primes à la production sans augmentation de prix. L'hérésie d'hier est devenue la vérité officielle d'aujourd'hui.

Mais, en réalité, en même temps qu'on reconnaissait cette vérité, on voyait s'effectuer un dangereux glissement à droite de la politique française et la caractéristique de ce glissement à droite réside notamment dans la façon dont on agit avec les travailleurs.

Je veux me permettre de rappeler quelques faits qui illustrent ces façons d'agir :

On a donné satisfaction aux ouvriers du gaz et de l'électricité, mais au lieu de commencer par là, on avait pris d'abord un décret de réquisition, et c'est la fierté et l'honneur de notre Parti d'avoir repris à cette occasion, en 1947, les arguments de Jaurès, en 1910 contre les actes de Briand.

Puis, on a donné satisfaction aux cheminots. Je n'insiste pas sur les conditions dans lesquelles la grève s'est déroulée. Nous avons vu un Ministre des Transports dire : « La grève de 1910 a été battue par la mobilisation, celle de 1920 par la réquisition », puis il a suggéré, sans le dire nettement : « Moi, je vaincrai la grève de 1947 par les transports routiers », mais il faut croire que ces moyens ne se sont pas avérés suffisants.

Quelques jours plus tard, en effet, c'était le recul de la part du Gouvernement. A la vérité, au lieu de donner satisfaction aux cheminots après la grève, on aurait pu et on aurait dû leur donner satisfaction avant la grève. On aurait ainsi évité une grève et une perte de plusieurs milliards pour l'économie nationale.

Et puis, voici qu'aujourd'hui encore, d'autres nouvelles nous parviennent.

Hier, le Congrès s'est enthousiasmé quand il a appris que les mineurs avaient obtenu satisfaction. C'était le ministre de la Production Industrielle, Robert Lacoste, qui avait traité avec les mineurs. Mais, depuis, un Conseil restreint des ministres s'est réuni, il a délibéré, il a pris des décisions et hier soir tout a été remis en cause. On nous dit que c'est là une forme nouvelle d'activité gouvernementale. On nous dit que c'est là la marque d'un Gouvernement qui gouverne ! On dit quelque chose la veille, et on fait exactement le contraire le lendemain. Je n'aurai pas la cruauté d'insister. Chacun de vous comprend.

A la vérité, l'incohérence est trop évidente. Elle apparaît aux yeux de tous. Pour un Gouvernement qui gouverne, nous sommes bien servis, n'est-ce pas ?

Autrefois, on disait : ce sont les communistes qui, par leur présence, empêchent la manifestation d'une autorité gouvernementale cohérente et soutenue. Le pays peut maintenant en juger. Je crois que, de plus en plus nombreux, sont les Français et les Françaises qui commencent à comprendre que depuis que nous ne sommes plus au Gouvernement cela va de mal en pis. De plus en plus nombreux sont aussi les Français et les Françaises qui veulent que cela change. Voilà le fond du problème posé devant nous.

Pour nous, communistes, il s'agit tout d'abord de comprendre pour quelles raisons nous sommes là. Puis, il s'agit aussi de montrer au peuple comment on peut et on doit en sortir. Il s'agit par conséquent d'examiner à la suite de quels événements nous en sommes arrivés à cette situation.

Si le parti socialiste avait accepté nos propositions d'unité, la politique française aurait suivi un tout autre cours

Au Xe Congrès de notre Parti tenu à Paris, en juin 1945, j'avais été chargé de présenter un rapport sur l'unité.

Des propositions furent faites à nos camarades socialistes. Maurice Thorez, dans son rapport, les a rappelées. Si ces propositions relatives au resserrement de l'unité d'action, comme première étape vers l'unité organique et à la coordination des forces des deux partis en vue des élections à la Constituante, avaient été acceptées, le cours de la vie politique française aurait été complètement changé et il y aurait sans nul doute aujourd'hui à l'Assemblée Nationale une majorité communiste et socialiste.

Loin de moi la pensée de croire que tous les problèmes seraient résolus comme par enchantement du fait que nous aurions obtenu, communistes et socialistes, plus de 51 % des suffrages, mais néanmoins si cela était, bien des problèmes seraient posés autrement qu'ils ne le sont aujourd'hui devant nous. Si le développement de la situation politique ne s'est pas effectué dans notre pays dans le sens du renforcement de la gauche, c'est bien - il faut le dire, car il ne faut jamais cacher la vérité - à cause de l'attitude du Parti socialiste.

Mais on préférerait délivrer un certificat de républicanisme et de « socialisme » au M.R.P.

En novembre 1944, eut lieu un Congrès du Parti socialiste, et peu après ce Congrès se tint également le Congrès Constitutif du M.R.P.

Le Congrès socialiste se prononça pour l'Unité, c'est vrai, mais dans l'esprit de certains dirigeants socialistes, c'était là davantage une clause de style que l'affirmation d'une volonté vraiment unitaire. En effet, à cette époque, le journal « Le Populaire », organe central du Parti Socialiste, publiait de nombreux articles pour convaincre les camarades socialistes de la nécessité d'une entente avec le Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.). On avait oublié qu'avant la guerre le Parti Socialiste attaquait notre politique de la main-tendue. Qu'il me soit permis à ce propos de dire que cette politique est toujours vraie. Il y a dans notre Parti Communiste des hommes et des femmes qui croient en Dieu. Ils ont leur place dans nos rangs parce qu'il leur suffit d'être de bons défenseurs de la cause du peuple, de la cause des intérêts nationaux.

Ce que je veux souligner, c'est que les socialistes qui attaquaient notre politique de la main-tendue avant la guerre, ont exalté dès 1944, le socialisme des adeptes du M.R.P. On lisait dans « Le Populaire » du 23 novembre 1944 :

« Nous pensons que les chrétiens, partisans de réformer notre structure économique selon les méthodes du socialisme et non plus simplement « ralliés » à la République, comme on disait il y a quelque cinquante ans, mais sincèrement et ardemment démocrates, pourraient être un pôle d'attraction pour une partie de l'opinion française. »

Dans leur volonté obstinée de se rapprocher des chrétiens, tout en s'éloignant des communistes, les socialistes se réclamaient de Mauriac, lui-même.

On écrivait dans « Le Populaire » :

« M. Mauriac pense que, dans la querelle qui a toujours divisé chrétiens et socialistes, il y a eu, comme on dit familièrement, des torts des deux côtés et que les excès du fanatisme et du sectarisme ont été partagés. Il dit leur fait aux uns et aux autres. Peut-être, en effet, y a-t-il eu quelques maladresses et quelques excès dans la propagande anticléricale des socialistes. Les socialistes tentent aujourd'hui d'établir de nouveaux rapports, parce qu'ils croient apercevoir une évolution chez beaucoup de chrétiens. »

Certes, le problème de la laïcité s'est posé. Il était difficile de l'estomper, d'autant plus que le M.R.P. qui venait de se constituer avait pris un certain caractère confessionnel, mais rien n'arrêtait les socialistes dans leur ardeur de néophytes à rechercher la collaboration avec les gens du M.R.P. Ils écrivaient sous la signature de l'actuel Ministre de l'Intérieur :

« Des conceptions divergentes en matière d'enseignement vont-elles seules empêcher le regroupement si souhaitable de ceux qui veulent socialiser le crédit, les assurances, les sources d'énergie, les mines, les transports, etc..., qui sont par conséquent d'accord sur les problèmes essentiels de l'heure présente ? »

Ainsi, l'on voyait s'ébaucher une politique d'entente entre socialistes et M.R.P. et ceci à un moment où il aurait fallu mettre au point les problèmes de l'organisation d'une unité solide de la classe ouvrière. Le Parti Socialiste s'occupait plutôt, lui, de l'organisation des Partis en général, alors que l'intérêt pour nous et pour les socialistes, c'était l'organisation de la classe ouvrière dans un seul Parti.

Nos amis socialistes écrivaient dans « Le Populaire » du 11 novembre :

« Nous avons toujours souhaité que naissent au plus vite quelques partis puissants qui empruntent leur force et leur cohésion à un grand courant de pensée ou à une réalité sociale et économique. On semble bien s'engager dans cette voie. Venant après le nôtre, le Congrès du M.R.P. est la preuve que la logique de la vie démocratique est en train de s'imposer.

« ...Nous sommes également très heureux de trouver un certain nombre de formules dans le rapport de politique générale et dans le manifeste présentés au Congrès du Parti qui vient de naître.

« Tout d'abord, affirmation de fidélité aux principes fondamentaux de la République.

« ...D'autre part, comme condition indispensable du rétablissement de la République, nécessité des réformes de structure. »

Ainsi donc l'on commençait à proclamer dans les rangs du Parti Socialiste, le caractère républicain et même « socialiste » du M.R.P.

Et pourtant, la situation était simple. La réaction française était à la recherche d'une formule nouvelle d'organisation. Des partis avaient été déconsidérés. La réaction avait donc tout intérêt à glisser ses hommes derrière quelques résistants authentiques afin d'influencer, à la faveur de l'équivoque, une partie importante de l'opinion publique.

L'attitude du Parti Socialiste vis-à-vis du M.R.P. lui facilita cette tâche.

La division de la classe ouvrière ne profite qu'à la réaction

Néanmoins, le 4 décembre 1944, un Comité d'entente entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste fut constitué. Il se réunit pour la première fois le 19 décembre. Les élections municipales eurent lieu les 29 avril et 13 mai 1945. Dans de nombreuses localités, des listes socialistes et M.R.P. se constituèrent avec, pour objectif, de battre le Parti Communiste.

Dans « Le Populaire » du 4 mai 1945, Daniel Mayer laissait entendre, et c'est là la marque du génie du Parti Socialiste, qu'il voulait pousser le M.R.P. afin de s'en servir pour amener de l'eau au moulin socialiste. Mais finalement, c'est le Parti Socialiste qui a amené de l'eau au moulin M.R.P.

Et Daniel Mayer, écrivait :

« Suivront-ils le destin que la conservation sociale leur offre ? Deviendront-ils le Grand Parti de la droite française qui manque à l'échiquier politique ? Ou bien, au contraire, quitte à avoir un avenir moins brillant, mais plus glorieux, demeureront-ils fidèles au programme du Conseil National de la Résistance, à la rédaction duquel plusieurs de leurs leaders ont activement participé ? Réussiront-ils à grouper les éléments catholiques que les transformations économiques profondes ou les alliances avec les partis révolutionnaires n'effraient pas ?

« La question est posée pour eux.

« Les militants socialistes me permettront-ils d'ajouter qu'elle est indirectement posée pour nous ?

Notre rôle ne doit-il pas être de servir à la gauche du M.R.P. de pôle attractif, en opposition à celui qui miroite à leur aile opposée ? »

Certes, cet objectif aurait pu être atteint, mais il ne pouvait l'être que par l'accroissement du rôle politique et social qu'aurait joué la classe ouvrière rassemblée dans un seul parti, dans les destinées de notre pays. Pour les dirigeants socialistes l'objectif était autre. C'est ainsi qu'au premier tour des élections municipales, le Parti Socialiste et le M.R.P. se coalisèrent et au deuxième tour, la coalition subsistait avec pour objectif de battre le Parti Communiste.

Daniel Mayer, pour justifier cette politique, délivrait au M.R.P. des certificats de républicanisme, des certificats de socialisme, et des certificats de laïcité.

Il écrivait :

« Les candidats socialistes chrétiens, membres du M.R.P., qui figurent sur nos listes, sont d'authentiques résistants qui se sont engagés à respecter le programme inclus dans le manifeste du

Comité d'Entente Socialiste-Communiste sur les socialisations, la laïcité de l'Etat et de l'Ecole et la lutte contre toutes les survivances vichysoises et hitlériennes. »

Certes, il y avait, comme je l'ai indiqué voici quelques instants, des arrières-pensées dans cette sollicitude du Parti Socialiste pour le M.R.P. Cela ressort des textes cités mais ce qui est non moins vrai, c'est que la politique des dirigeants socialistes, qui semblait consister à ce moment-là à soutenir le M.R.P. pour le couper par la suite de sa gauche, a lamentablement échoué. Si le M.R.P. est devenu le deuxième Parti du Pays, il le doit, avant tout, à la politique du Parti Socialiste. Telle est la vérité. Malgré tout cela, les résultats des élections municipales ne furent pas brillants, ni pour le Parti Socialiste, ni pour le M.R.P. C'est sur ces entrefaites que Léon Blum rentra. On peut dire que dès ce moment-là tout fut mis en œuvre pour rompre les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Alors que notre Congrès avait posé le problème de l'unité, Léon Blum écrivit de nombreux articles contre l'unité, et au Congrès Socialiste d'août 1945, il essaya de donner une justification théorique de la division ouvrière. En révisant la base doctrinale du marxisme, il s'efforça de justifier toutes les alliances anticommunistes. Il parla alors de ce prétendu « socialisme humaniste » qui devait permettre au Parti Socialiste les coalitions les plus immorales.

Je n'insisterai pas sur les aspects théoriques de ce problème, mais je veux en montrer les effets pratiques qui ont suivi.

Aux élections cantonales, dans de nombreux cantons, notamment en Haute-Vienne, le Parti Socialiste et le M.R.P. marchèrent ensemble ainsi que dans certains cantons du Nord, pour ne citer que les cas les plus frappants.

On se souvient aussi que lors du referendum du 21 octobre 1945, le Parti Socialiste et le M.R.P. marchèrent ensemble avec de Gaulle, poursuivant le même objectif, de limiter les pouvoirs de la Constituante. Malgré toutes ces manœuvres, le Parti Communiste arriva en tête. Le Parti Socialiste ne se trouvait qu'en troisième place. Malgré tout, à la première Constituante élue en octobre 1945, le Parti Communiste et le Parti Socialiste avaient la majorité.

Les deux partis auraient pu, en janvier 1946 - lorsque l'homme de Colombey-les-deux-Eglises jugea bon de s'en aller pour les raisons que vous connaissez bien — constituer un Gouvernement Socialiste et Communiste. Nous l'avons proposé, mais le Parti Socialiste s'y est refusé. Il fit ainsi le jeu du M.R.P. qui, aux élections de juin arriva en tête de tous les partis, tandis que le Parti Socialiste perdait des voix. Quant au Parti Communiste, il gagnait encore des voix.

Le recul du Parti Socialiste fut la note dominante de cette élection. Il était la rançon de la politique d'hostilité à l'unité de la classe ouvrière. Cela se traduisit par le fait qu'à la deuxième Constituante, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, en raison du recul du Parti Socialiste, ne détenaient plus à eux seuls la majorité. Néanmoins, les socialistes auraient pu garder la présidence du Gouvernement comme notre Parti le leur proposa, mais faisant jusqu'au bout le jeu du M.R.P., le Parti Socialiste refusa et il abandonna la présidence du Gouvernement au M.R.P. qui avait combattu le projet de Constitution.

L'anticommunisme a conduit le parti socialiste à faire la politique de la réaction

Le 3 septembre 1946, le Congrès Socialiste liquida le Comité d'Entente entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Ce Comité d'Entente avait déjà été mis en sommeil par le Comité directeur du Parti Socialiste.

Le résultat des élections du 10 novembre fut un nouveau recul du Parti Socialiste, et c'est là le drame de la situation actuelle.

L'attitude du Parti Socialiste a renforcé les positions du M.R.P. alors que nous aurions pu aboutir à un renforcement simultané du Parti Communiste et du Parti Socialiste; ce serait bien mieux pour nous tous et pour la classe ouvrière de ce pays.

C'est l'anticommunisme qui a déterminé les difficultés que nous connaissons, c'est l'anticommunisme qui a dicté cette politique, c'est l'anticommunisme qui a poussé le Parti Socialiste à favoriser l'éloignement du Parti Communiste du Gouvernement. L'Histoire enregistrera comme il convient le décret excluant les ministres communistes du Gouvernement pour crime de fidélité à une politique définie en commun. Ce décret porte la signature de ministres socialistes. Depuis, nous voyons le président Ramadier acclamé par tous, sauf par nous. On voit se mêler à l'Assemblée Nationale, les applaudissements frénétiques du P.R.L., les applaudissements satisfaits du M.R.P., les applaudissements discrets du Rassemblement des Gauches, et les applaudissements un peu gênés du Parti Socialiste.

Mais le Président Ramadier ne peut pas ignorer qu'il est moins applaudi pour lui-même que contre nous et contre la classe ouvrière. Cependant, malgré cette entente générale, rien n'a pu empêcher les

travailleurs de faire triompher leurs légitimes revendications qui sont devenues encore plus sensibles pour eux en raison de l'inquiétude que provoque l'actuelle situation politique.

On espérait bien dans certains milieux pouvoir briser le mouvement ouvrier, mais ces espoirs ont été déçus. Néanmoins, la politique antiouvrière, contraire aux intérêts du peuple et aux véritables intérêts du pays, se poursuit. On vient de le voir avec les projets financiers qui ont été déposés par le Gouvernement, et que l'Assemblée Nationale a votés. Ces plans sont impopulaires, et, de plus, ils sont inefficaces. Ils sont destinés, nous dit-on, à sauver la monnaie, mais à la vérité il faut être aveugle ou stupide pour ne pas voir qu'ils vont provoquer la hausse des prix et qu'ils vont déterminer par cela même un courant favorable à l'inflation. De plus, ces plans sont profondément injustes, car ils frappent les masses laborieuses.

Les socialistes ont voté ce plan; le M.R.P. a voté; une partie du Rassemblement des Gauches a voté aussi, mais on a discerné des divergences au sein du Rassemblement des Gauches ainsi que chez certains éléments du M.R.P. Finalement, lorsque le projet financier fut voté, on sentait un malaise peser sur l'Assemblée. D'ailleurs, à peine le vote était-il acquis que l'interpellation d'Albert Gazier se produisait. Ce discours de Gazier a été volontairement agressif, contre le Rassemblement des Gauches, et aussi un peu contre le M.R.P.

Une phrase est à retenir dans ce discours. Gazier a dit : « Depuis Janvier 1946, sur quatre présidents du Gouvernement, trois ont été socialistes. Nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités, mais pas pour faire la politique des autres. » Ce n'est pas moi qui le dis, n'est-ce pas ?, c'est un aveu sur lequel je me garderai bien d'insister davantage.

A la vérité que signifie donc cette sortie de Gazier qui a été jugée comme un peu intempestive par certains de nos collègues de l'Assemblée Nationale ? C'est le témoignage d'un trouble profond qui existe au sein du Parti Socialiste. On s'était déjà rendu compte de ce trouble au cours de la discussion des projets financiers, on sentait chez les députés socialistes la peur des sectionnaires, la peur de la base du Parti. Il suffisait d'ailleurs de voir manœuvrer ces députés, de les voir opérer, pour sentir peser sur eux cette peur du Parti, surtout à la veille de la réunion du Conseil National Socialiste.

Lorsque nous, communistes, nous avons proposé que les crédits militaires ne dépassent pas, pour l'exercice 1947, le montant total de 150 milliards, il s'est trouvé des hommes de la droite qui se sont levés pour dire : « Mais non, vous exagérez, ce n'est pas possible. »

Mais les socialistes disaient : « On ne peut pourtant pas laisser les communistes tout seul marcher dans cette voie. » C'est pourquoi, sans doute, on a vu Max Lejeune venir avec un amendement. Il ne voulait pas voter avec nous pour le plafond de 150 milliards de dépenses militaires, mais il allait jusqu'à 180 milliards. Et on a vu le spectacle étrange de députés socialistes qui n'ont pas voté pour notre plafond de 150 milliards, tandis qu'après avoir été battus, nous avons voté pour leur plafond de 180 milliards. Et lorsque le Ministre des Finances demanda à l'Assemblée de voter pour le Gouvernement, les députés socialistes ne répondirent pas à son appel. Si on avait vu ça quand nous étions au Gouvernement, des donneurs de leçons de solidarité ministérielle se seraient présentés à la tribune et nous auraient lancé leurs reproches les plus véhéments. Il faut croire que lorsqu'il s'agit d'autres que nous l'absence de solidarité ministérielle devient chose normale.

Dans tous ces récents débats, les députés socialistes suivaient nos propositions comme s'ils étaient hantés, non pas peut-être par le remords, mais par la crainte. Chaque fois que nous déposions une proposition, ils essayaient de voir ce qu'il était possible de faire pour sauver la face. Seulement, lorsqu'ils votaient contre le Gouvernement, lorsqu'ils ne répondaient pas aux sollicitations des ministres, personne n'y attachait d'importance. Chacun comprenait que c'était « pour rire ».

Mais il n'en reste pas moins que le discours de Gazier a posé un problème important puisque le gouvernement a envisagé de poser la question de confiance. Elle sera posée d'ici quelques jours, mais on a décidé de renvoyer le Conseil national socialiste après le vote de la question de confiance, et l'on attend les résultats de cette interpellation. Que signifie-t-elle et que cache-t-elle ?

Je veux essayer de vous démontrer très sommairement et très simplement comment on peut la définir. D'abord, elle exprime le désaccord profond qui règne dans les partis de la majorité gouvernementale. Gazier a accroché le ministre de l'Air et certains collègues du M.R.P. Enfin, il y avait dans le discours de Gazier, comme l'a fait observer un député M.R.P., moins le souci de susciter l'union que de provoquer des excommunications. Au surplus, chez les socialistes, tout le monde n'est pas d'accord. Et dans cette affaire, Ramadier, après avoir chassé les communistes du gouvernement, semble reprendre à son compte une formule célèbre. C'est celle qu'employait la mère de Napoléon, Mme Laetitia Bonaparte, qui, un peu sceptique au sujet des destinées de l'Empire, disait : « Pourvu que ça dure ».

Je crois que c'est là aussi la position de Ramadier. Lui aussi veut que ça dure. Mais je dois dire que si cette position est fort compréhensible pour un président du Conseil en exercice, elle l'est beaucoup moins pour des aspirants présidents du Conseil, et il y en a, n'est-ce pas ! Alors, ne vous étonnez pas

si la pensée profonde de Ramadier n'est pas partagée par tout le monde; et l'on peut bien dire sans crainte de se tromper que la position du président du Conseil est loin de rallier la majorité du Parti socialiste, dans lequel il y a des variantes très grandes. Il y a sans aucun doute dans le Parti Socialiste des partisans du retour à un gouvernement homogène socialiste, et lorsque j'entendais Gazier parler à la tribune de l'Assemblée Nationale, je pensais en moi-même qu'il est un de ces partisans d'un gouvernement socialiste homogène. Il y a même des socialistes qui sont partisans de l'abandon du gouvernement par les socialistes, quitte à laisser la place au M.R.P. On l'a déjà tant gonflé ce M.R.P., qu'on pourrait bien le gonfler un peu plus maintenant.

Mais, à la vérité, que valent ces solutions ? Toutes ces solutions ne valent rien ni les unes ni les autres. Le statu quo, c'est-à-dire la position de Ramadier et des autres, qu'est-ce que cela signifie ? Ce serait inévitablement l'accentuation du glissement à droite avec les dangers que cela comporte. Par conséquent, le statu quo ne peut être retenu par des militants socialistes qui pensent en socialistes. Quant au gouvernement homogène socialiste, il ne pourrait être que l'expression d'une capitulation devant les partis à qui on devrait une vie gouvernementale précaire et quotidienne, si je puis ainsi m'exprimer.

Par conséquent, cette deuxième solution ne vaut pas plus que la première. Et quant à l'autre, la fuite devant les responsabilités, cette fuite signifierait la porte ouverte à une sorte de « gaspérisme » français avec en vue un glissement vers le pouvoir personnel. Par conséquent, aucune de ces solutions ne peut donner satisfaction à une conscience socialiste qui s'interroge, ni la solution de ceux qui veulent la continuation du gouvernement Ramadier, ni ceux qui veulent le retour à un gouvernement homogène socialiste, ni celle des partisans du retrait des ministres socialistes du gouvernement. Rien de tout cela ne peut être retenu.

Car toutes ces éventualités sont contraires aux intérêts de la France, aux intérêts du peuple, aux intérêts du socialisme.

Aussi, je dis que lourdes seraient les responsabilités des camarades socialistes si dans leur Conseil national, qui va se tenir bientôt, ils ouvraient la voie à une de ces solutions qui sont aussi mauvaises les unes que les autres.

Avec l'unité d'action, nous, communistes, nous n'en serions pas moins forts et le parti socialiste serait plus fort

Et ici, je veux m'adresser aux camarades socialistes en leur parlant non seulement le langage de la raison, mais aussi le langage du cœur. Je leur dis : « Camarades, depuis la Libération, vous avez été victimes d'une politique qu'on vous a présentée comme devant servir à protéger votre parti. On a fait appel à votre patriotisme de parti, on vous a dit de vous méfier des communistes. Quand nous vous avons tendu la main, vous ne l'avez pas prise, et tandis que vous regardiez de notre côté, c'est de l'autre côté qu'on attaquait votre parti et qu'on lui portait des coups dont vous êtes encore tout meurtris.

Pourtant, si nous avons marché, camarades socialistes, la main dans la main, nous n'en serions pas moins forts, nous communistes, et vous, vous seriez plus forts. Tous ensemble, nous serions aujourd'hui un élément décisif dans la détermination et dans la poursuite de la politique de notre pays. Et maintenant, camarades socialistes, qu'allez-vous faire ? Grandes sont vos responsabilités, nous tenons à vous le dire, à vous le répéter à la veille du Conseil national socialiste. Laisser les choses telles qu'elles sont, c'est condamner votre parti au suicide au profit de ses associés au gouvernement, c'est vous couper mortellement des masses populaires aux yeux de qui votre parti portera la responsabilité essentielle de ce que les autres font et vous feront faire. Et ce n'est pas cette voie que vous suivrez, camarades socialistes, pas plus que vous ne suivrez la voie qui vous conduirait à faire de votre parti un prisonnier, un otage de certains autres partis.

Ceux dont vous seriez les otages pourraient, pour un temps, le temps de le déconsidérer encore un peu plus, laisser à votre parti les apparences du pouvoir, mais ils auraient bien soin d'en conserver la réalité pour eux. Vous ne vous engagerez pas non plus, camarades socialistes, dans une voie qui serait celle des abandons, dans une voie qui laisserait la place à d'autres.

Et alors, que faire ? Si vous le voulez, camarades socialistes, vous pouvez jouer un rôle important pour exiger la formation d'un gouvernement démocratique dans lequel nos deux partis travailleraient ensemble avec d'autres républicains, sur la base d'un programme concret, tendant à la mise en œuvre du plan de reconstruction et d'équipement de la France ».

Le gouvernement de la France c'est l'affaire des français

Le peuple de France exige que notre pays revienne à un gouvernement démocratique conforme à la volonté du suffrage universel. Là et pas ailleurs est la clé du salut de la Patrie. Et le gouvernement de la France, c'est notre affaire à nous, Français; nous dénonçons à des étrangers, quels qu'ils soient, le droit de se mêler de notre politique intérieure.

Seulement, nous n'ignorons pas que les pressions intérieures et extérieures s'exercent pour pousser la France à droite. Mais pour cela il faut que les communistes ne soient plus au gouvernement, de même que pour aliéner l'indépendance nationale de la France, il faut que les communistes ne soient plus au gouvernement. Ce sont les raisons pour lesquelles notre grand parti est haï par les ennemis de la France et du peuple.

Il nous appartient de faire échouer les plans de tous nos adversaires. Tout dépend de nous, et il faut bien comprendre que la situation exige de chacun de nous une pleine conscience de nos responsabilités.

Trop souvent, des camarades se laissent entraîner à croire à je ne sais quel fatalisme qui dispenserait de l'effort. Rien de plus anti-marxiste que la conception du fatalisme. L'Histoire n'est pas écrite d'avance, c'est nous qui la faisons chaque jour par notre combat, et c'est en nous que résident en définitive les éléments décisifs de notre victoire.

Certains disent parfois, en parlant de nos adversaires : « Tous sont unis contre nous. Rien à faire avec aucun d'eux ». C'est là une vue simpliste des choses. La vie est infiniment plus compliquée. Et dans notre société où s'expriment des oppositions d'intérêts de classe, la tendance à l'union de tous contre les communistes ne fait pas disparaître les antagonismes et les heurts de nos adversaires. De ces antagonismes et de ces heurts nous devons savoir saisir à temps l'importance et la portée, et nous devons savoir déceler les possibilités d'utilisation qui nous sont offertes, dans l'intérêt de la démocratie et dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Sans notre parti, la France serait à moitié colonisée

Un grand parti comme le nôtre peut changer profondément la politique de la France. Et ici, je dis ceci que c'est une vérité d'évidence, si le parti communiste n'était pas là, la France serait déjà bien plus à droite, elle serait déjà à moitié colonisée.

Mais la classe ouvrière est là, et le Parti Communiste est là, et on sent dans le camp d'en face l'efficacité et la vigueur de notre activité.

Seulement il faut voir que plus nous sommes forts et plus l'ennemi mobilise l'ensemble de ses moyens d'action contre nous. C'est donc un redoublement d'énergie de notre parti qui est à l'ordre du jour.

Tout doit être mis en œuvre pour préparer les conditions propices à la formation d'un gouvernement démocratique, et cela n'est pas seulement l'affaire du Parlement, c'est aussi l'affaire des masses qui ont leur mot à dire dans la vie de notre pays.

Cela suppose la liaison du parti avec les masses. Cela suppose une politique de contacts fraternels avec les camarades socialistes, et cela suppose également un recrutement des masses, ainsi que plusieurs orateurs l'ont demandé et comme le préconise dans son rapport notre camarade Maurice Thorez.

Tout cela est la condition indispensable d'une bonne préparation des élections municipales, qui sont des élections difficiles, auxquelles il faut se préparer. Nous devons, à la vérité, nous mobiliser pour notre combat et ne pas attendre que la victoire vienne d'elle-même; nous devons forcer la victoire par nos efforts.

Et je dis que par dizaines de milliers, nous pouvons et nous devons faire entrer de nouveaux adhérents dans notre parti. Ils ont place dans notre parti tous ces vieux et toutes ces vieilles qui, au soir de leur existence, viendront, par leur présence dans nos rangs, consacrer ce qu'il leur reste de vigueur à la cause du peuple, à la plus belle des causes, à la cause du communisme.

Et nous pouvons gagner par dizaines de milliers des jeunes à la grande cause du communisme. Il n'est pas de plus noble idéal qui puisse illuminer les vingt ans des jeunes gens et des jeunes filles à qui notre parti ouvre ses portes toutes grandes, que l'idéal communisme. Ce n'est pas d'aujourd'hui que notre parti est un parti de jeunes, car Maurice Thorez, à l'âge de 25 ans, était secrétaire de notre Parti Communiste.

Nous pouvons devenir vite et très vite un grand parti de masse et faire venir à nous une masse énorme d'hommes et de femmes, et si nous savons leur faire prendre conscience de l'importance de leur adhésion à notre parti, alors nous aurons gagné une grande bataille politique. Il faut que chaque homme, que chaque femme qui vient prendre place dans les rangs de notre parti comprenne que son adhésion prend le caractère d'une contribution à cette grande bataille qui a pour objectif d'arrêter le glissement à droite et de ramener la France à gauche.

Renforçons le parti et mobilisons les masses sous le signe de l'unité

Venir au parti, à l'heure actuelle, c'est y venir pour rallier la France sur le chemin de la démocratie, et c'est cela que nous devons faire comprendre à des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Ainsi donc, c'est par un travail profond, un travail dans les masses, que notre Parti peut aujourd'hui jouer un rôle décisif dans l'orientation politique de la France. Je suis convaincu que nos camarades socialistes ne resteront pas insensibles à l'appel que nous leur lançons. Certes il est possible que certains de leurs chefs soient prêts à liquider leur propre parti pour servir des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de la classe ouvrière, mais nous disons aux camarades socialistes : « Si vous aimez encore un peu votre Parti, et vous l'aimez, votre devoir c'est de venir avec nous pour défendre la cause de la classe ouvrière et de la liberté et pour défendre du même coup votre Parti ».

Notre Congrès, s'il peut aujourd'hui enregistrer des victoires, n'est cependant pas un Congrès de repos. Ce n'est pas sous le signe de la pause que ce Congrès se tient, c'est sous le signe de la mobilisation de toutes nos énergies. Il faut se battre plus que jamais. Il faut remonter loin dans l'Histoire de notre pays pour trouver des événements ayant exigé de nous autant d'efforts; jamais l'avenir n'a été aussi gros de dangers, et aussi prometteur de résultats.

Tout dépend de nous, tout dépend de nos efforts et l'essentiel c'est que de ce Congrès tous les communistes partent avec au fond de leur cœur la volonté de se battre comme ils ne se sont encore jamais battus pour arriver à la victoire.

Armés de la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline, nous triompherons de tous les obstacles. Face aux efforts de la réaction, qui voudrait faire de la France une base d'opérations contre la démocratie, nous devons tout faire pour réaliser l'union de la classe ouvrière et des forces de démocratie.

Non ! la France ne marchera pas à reculons. Non ! la France ne sera pas infidèle à ses glorieuses traditions. La France ne pourra pas être citée en exemple dans le monde par les réactionnaires. Et cela ne sera pas, grâce à nous, grâce à nos efforts.

Héritiers des grands ancêtres de la Révolution, des insurgés de 1830, des barricadiers de 1848, continuateurs des immortels héros de la Commune de Paris, c'est à nous, communistes, d'être au premier rang dans le combat de notre peuple qui a pour enjeu l'indépendance de la France et le triomphe de la démocratie.

Pour la lutte et la victoire, camarades communistes, au travail ! »